

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

15 MAI AU 28 MAI 1980

Directeur Politique : Bertrand RENOUVIN

10ème année N° 316 - 4,50 F

le désordre établi



M2242-316-4,5 F

— quand nos lecteurs prennent la parole —

Il est certains problèmes que l'on ne peut difficilement aborder sans susciter un déferlement de passions. Ainsi la question du nucléaire civil à cause du spectre d'Hiroshima et de Nagasaki. Ainsi, et en cent fois plus grave, du problème posé par l'Etat d'Israël. Aussi je n'ai pas été surpris de la vivacité du courrier des lecteurs paru dans votre dernier numéro, car toute position critique prise à l'égard du sionisme est souvent comprise comme une apologie du génocide et une volonté de destruction d'Israël. Je comprends très bien ces réactions. Les Juifs français sont des écorchés vifs. A cause d'abord de l'antisémitisme des Liges qui à la fin de la IIIe République a freiné leur intégration à la nation française dont Harris et Sedouy ont montré dans un livre récent qu'elle était malgré tout en train lentement de se réaliser. A cause surtout de l'abject génocide nazi et de ses six millions de victimes. Génocide qui trouva des complices par bêtise ou aveuglement dans le gouvernement de Vichy et dans une partie de l'extrême droite.

Mais tout cela ne doit pas nous empêcher de raison garder et de considérer lucidement la question de l'Etat d'Israël. Notons d'abord que l'idée de constituer un Etat juif, rassemblant en Palestine la diaspora, développée au XIXe siècle par le mouvement sioniste, a été soutenue après la seconde guerre mondiale par nombre d'antisémites. Leur raisonnement était grosso modo le suivant : créons en Palestine un Etat dans lequel on localisera les quelque treize millions de Juifs de la planète qui débarrasseront de la sorte le plancher. C'est ainsi que Xavier Vallat, ancien commissaire aux Affaires juives de Pétain et Lucien Rebatet, l'auteur des Décombres, sont morts sionistes.

Résultat : Israël créé en 1946 a occupé des terres où vivaient les Palestiniens depuis douze siècles. Ceux-ci se sont retrouvés dans des camps de réfugiés et tout l'équilibre géo-politique du Proche-Orient, déjà fragile, en a été durablement bouleversé, surtout depuis qu'en 1967 la Cisjordanie et le Sinai, après la guerre des six jours, ont été à leur tour occupés par Israël.

On aurait pu à la grande rigueur concevoir une intégration des Palestiniens après 1946-47 dans les autres Etats arabes encore que cela aurait été faire triompher le principe «ôte toi de là que je m'y mette». Mais ni eux, ni les pays voisins n'en ont voulu. Du coup les camps, l'occupation israélienne, trente-cinq ans de lutte et de haine ont créé une conscience nationale palestinienne dont Yasser Arafat, chef de l'OLP, est le symbole que cela nous plaise ou non et quelles que soient les réserves que l'on puisse avoir sur le personnage. Il faut donner une patrie à cette nation palestinienne.

Parallèlement l'opération «regroupement de toute la diaspo-

ra» a été ratée. Trois millions de Juifs (sur treize) seulement résident en Israël. Les autres n'ont pas pu ou le plus souvent pas voulu quitter des pays auxquels ils étaient attachés. Mais ils ne peuvent pas ne pas constituer, par piété envers la terre de la Bible des lobbies de soutien à Israël dans ces pays. Attitude naturelle et compréhensible mais qui aboutit à faire interférer fâcheusement politique étrangère et stratégie électorale notamment en France et aux Etats-Unis.

N'étant ni Israélien ni Palestinien, je suis mal placé pour proposer des solutions préfabriquées et me contenterais d'indiquer une simple hypothèse de travail. Il me semble que trente-cinq ans d'existence d'Israël constituant un fait irréversible il est hors de question de détruire cet Etat. D'autre part mélanger dans une Palestine laïque et unitaire deux communautés qui se détestent paraît invivable. La solution la moins folle et la moins irréaliste serait peut-être de maintenir un Etat spécifiquement juif dans les frontières d'avant 1967, de regrouper tous les Palestiniens en Cisjordanie, de lier l'Etat palestinien par un accord politique confédéral avec la Jordanie hachémite et des accords économiques avec Israël. Quant à Jérusalem, ville sainte des trois monothéismes, elle aurait un statut international analogue à celui de Tanger durant la première moitié du XXe siècle ou de la cité du Vatican. Mais objectera-t-on ce serait redonner des frontières très vulnérables à Israël et l'exposer à une destruction prompte en cas d'attaque surprise des pays arabes. Argumentation qui serait imparable si Israël n'avait l'arme atomique depuis au moins cinq ans. Objection plus sérieuse : la haine qui oppose les parties en présence. Il faut donc que les grandes puissances veillent à ce qu'aucun Etat ne puisse détruire l'autre en attendant que le temps - quelques décennies au minimum - vienne émousser les passions. En la matière la durée vient à bout de tout. A condition que les activistes de l'OLP ne pratiquent pas le même calcul que celui du FLN pendant la guerre d'Algérie : le terrorisme afin de susciter la répression violente des Israéliens et d'élargir encore le fossé de sang entre les communautés. A condition que les sionistes ultras d'Israël ou de la diaspora ne prônent pas comme on l'a entendu lors des «Douze heures pour Israël» organisées récemment à Paris, le refoulement de tous les Palestiniens en Jordanie hachémite et ne fassent pas un chantage électoral à Giscard ou à Carter propre à faire renaître l'antisémitisme.

En fin de compte le bon choix a été pour une fois indiqué par Giscard. Mais il a discrédité la portée de ses propos en les prononçant lors de sa visite dans les Etats du Golfe, ce qui lui donnait l'air d'un Judas vendant la peau d'Israël pour trente barils de pétrole. J.L. (Paris)

LA PRESSE AU CRIBLE

le réveil kabyle

Près de vingt ans après la déclaration d'indépendance, l'Algérie n'aurait-elle pas réussi à forger son unité nationale ? Les événements de Tizi-Ouzou, au cœur de la Kabylie ont révélé l'existence d'une revendication berbère dont les autorités algériennes contestent l'importance, voire la réalité. Dans ce domaine comme dans d'autres, le gouvernement algérien a poursuivi la politique de la France colonisatrice qui s'efforça de désorganiser les structures politiques et économiques de la Kabylie. Le FLN victorieux mit fin aux assemblées de village en leur substituant une nouvelle organisation communale plus centraliste.

Mais la revendication essentielle apparue lors des événements récents est de nature culturelle et linguistique. Comme le notait Hamza Kaïdi dans Jeune Afrique d'avril :

Les manifestants ne tardèrent pas à prouver que leur action n'était nullement dictée par une puissance extérieure ou par une quelconque opposition : «Nous ne voulons pas renverser le régime en place ni mettre en cause l'unité nationale; notre mouvement n'a aucune revendication économique. (...)

Cette volonté de reconnaissance de la diversité culturelle en Algérie n'est pas nouvelle. Juste après l'indépendance, la Kabylie connaît des jours de révolte. Ben Bella suspend même la constitution devant la menace de «dissidence» kabyle conduite par Aït Ahmed. Dans un témoignage publié dans Le Monde du 25 avril, A. Rahmani, acteur de la révolution algérienne, parle des mises en garde répétées qu'il fit auprès des

dirigeants du FLN :

Avant et après l'indépendance, nous avons été un groupe à faire pression sur nos leaders révolutionnaires ... pour que cette berberitude soit une expression nationale. (...)

Sous le prétexte d'une prétendue unité nationale à préserver, ils laissèrent à la seule communauté arabophone le privilège absolu de s'arroger la représentation algérienne.

Les événements de Tizi-Ouzou sont l'aboutissement naturel et inéluctable d'une situation faussée par la constante confusion de l'Islam avec l'arabisme ou l'arabité comme si le catholicisme était une nationalité !...

Confusion d'où naît la politique d'arabisation qui outre la non-reconnaissance de la langue berbère (que parle près de 20% de la population répartie non seulement dans les montagnes mais aussi fortement implantée dans les villes dont certaines sont peuplées pour moitié de Kabyles) se caractérise depuis quelques années par une série de maladresses comme le relevait Paul Balta dans Le Monde du 26 avril :

Rappelons entre autres, la suppression de la chaire de Kabyle à l'université d'Alger, l'interdiction faite à des chanteurs kabyles de se produire chez eux, alors qu'ils pouvaient librement le faire à Oran ou à Alger, la nomination à Tizi-Ouzou d'un wali (préfet) qui se refusait à parler le kabyle qui était pourtant sa langue maternelle...

Politique d'autant plus criminelle que la langue demeure pour ce peuple comme l'écrivait JF Mongibeaux dans Le Quotidien de Paris :

... le seul «ciment» authentique de cette vaste famille éclatée aux quatre coins du Maghreb et réfugiée au cours des siècles dans des îlots linguistiques plus ou moins peuplés.

Paul Balta ajoute que déjà, au moment du débat sur la Charte Nationale :

... nombre d'orateurs kabyles mais aussi arabes avaient regretté, au nom de la rigueur et de la vérité historiques, que les origines berbères du pays aient été escamotées dans le texte fondamental : ce substrat socio-culturel n'était en effet évoqué que par allusions.

Alors pourquoi le gouvernement algérien s'obstine-t-il dans cette voie de l'ignorance et n'autorise-t-il pas, comme au Niger ou au Mali, l'enseignement oral et écrit du Berbère ?

Plusieurs explications ont été

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris. Téléphone : 297-42-57
C.C.P. Royaliste 18 104 06 N Paris

* Changements d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

* Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Yvan AUMONT.

Imprimé en France - Diffusion : N.M.P.P. - Numéro de commission paritaire : 51 700.

avancées par les commentateurs : peur que cette contestation débouche sur d'autres problèmes ? Dominique Pouchin, dans un article du Monde intitulé «Le tour pris par la revendication berbère traduit l'allergie du système politique à toute contestation», écrit :

Il est incontestable que la grogne des Kabyles, éclatant en pleine rue comme, il y a peu, la grogne -à l'extrême opposé- des arabisants, ne peut qu'aiguiser les contradictions latentes accumulées ces derniers mois. «Depuis la mort de Boumediène, on ne décide plus rien, aucun problème n'est véritablement tranché».

Peur aussi peut-être de voir la question du Sahara passer au second plan et le Maroc en profiter pour pousser à la négociation dans un contexte qui lui serait extrêmement favorable.

En fait l'élément principal de la radicalisation de la politique des autorités en matière culturelle et linguistique est l'existence, depuis la mort de Boumediène, de pressions de la part d'intégristes musulmans dont «l'arabisation rapide» est un des slogans. Dominique Pouchin l'explique :

L'Algérie a ses intégristes et ils se font désormais pressants. Etroitement surveillés par Boumediène, foncièrement hostile à ces gens «qui revêtent la djellabah de l'arabisation ou s'abritent derrière le paravent de la religion pour saboter la révolution», ils ont, depuis sa mort, relevé la tête. N'a-t-on pas vu, en janvier, à El-Oued (Sud-Constantinois) des collégiens arabisants, au cours d'une manifestation, mettre à sac les bistrotts et molester les prostituées ? Encore marginaux. Ils entendent aujourd'hui profiter des réactions de rejet qu'a provoquées, ici ou là, la révolte kabyle pour marquer des points.

Pour l'instant la revendication berbère en reste au seul niveau culturel, car comme l'écrit Paul Balta :

Tous les Kabyles reconnaissent volontiers que l'Etat a assuré un essor économique sans précédent dans leur région, mais il suffirait de converser un moment avec eux pour percevoir combien était vive leur frustration au niveau de l'identité culturelle.

Mais si le gouvernement algérien continue à se boucher les yeux et à donner des gages aux jusqu'aboutistes arabisants, alors oui, la contestation berbère pourrait devenir un véritable foyer d'opposition au régime et il serait alors trop tard.

Jacques BLANGY

tito : la fin d'un règne



Que dire de la mort de Tito qui n'ait déjà été dit ? Que dire sinon répéter qu'il fut le véritable fondateur de l'Etat yougoslave, le principal unificateur du pays géographiquement et ethniquement disparate, un des grands champions de l'indépendance nationale et du non-alignement, une grande figure historique et un témoin tout simplement ... Et puis non, tout n'est pas si simple.

Le titisme n'a pas été qu'une expérience autogestionnaire originale. Comme l'écrit Jean-Marie Domenach dans Le Matin, Tito «n'a pas réussi à briser cette logique du pouvoir marxiste qui impose toujours le parti unique et la pensée unique». Un gouvernement marxiste qui s'accommodait assez bien d'un pouvoir personnel dont l'autoritarisme rappelait celui des pachas turcs ayant longtemps régné sur le pays. C'est sans doute le charisme du chef de guerre, cette légitimité acquise pendant la lutte de libération nationale qui a fait oublier l'autre Tito. Oubliée aussi l'extermination par ses partisans

des maquis royalistes de Mikailovitch, sous les yeux des Allemands.

Mais la mort de Tito a rejeté dans l'obscurité les crimes et les erreurs de Josip Broz. Et il n'y aura guère que les dirigeants de l'Albanie voisine pour ne pas s'associer au concert de louanges adressées au grand défunt. Cette théorie d'éloges et de présidents arrivant à Belgrade a parfois quelque chose de gênant. Gênant la sollicitude des Américains à la recherche de pions anti-soviétiques sur l'échiquier international, choquant l'intérêt d'un Brejnev pour qui la Yougoslavie reste une épine

plantée dans le talon de l'Europe socialiste orthodoxe. Irritant le sourire attristé d'un Hua-Quo-Feng rêvant peut-être d'un nouveau relais idéologique dans les Balkans. Quant aux Européens, incapables d'avoir une diplomatie indépendante, leurs préoccupations sont avant tout économiques et leurs condoléances cachent le regret de constater que la plus grande partie du commerce extérieur de la Yougoslavie se fait avec les pays de l'Est. A cet égard, la présence de Helmut Schmidt aux obsèques marque, s'il en était besoin, l'importance qu'attache l'Allemagne aux débouchés qu'offrent le marché balkanique, sa zone d'influence traditionnelle depuis Bismarck.

Alors que les regards avides ou inquiets des puissances se tournent vers la Yougoslavie, les pays du Tiers-Monde, eux, s'apercevront bientôt qu'ils ont perdu, après Naser et Nehru, leur dernier porte-parole d'envergure internationale. Vers qui se tourneraient-ils maintenant ? Vers Fidel Castro dont le «non-alignement» ne trompe personne ? Le risque existe, ainsi qu'existe celui d'une «destabilisation» de la Yougoslavie post-titiste, en faveur de l'Union soviétique. On a souvent dit que cette éventuelle destabilisation se fera par le jeu des nationalités ou plutôt des minorités relevant du pouvoir de Belgrade. Le seul moyen de désamorcer la bombe est d'entamer, après le remarquable effort de décentralisation politique et culturelle, un processus de libéralisation du régime et de desserrer le carcan policier inhérent à tout régime de l'Est. Et encore cela ne serait pas sans risques à court terme. Pour la paix du monde il faut souhaiter qu'une telle œuvre soit le fait des héritiers de Tito.

René ADRIERS

Lire dans Royaliste 304 : «l'après Tito» par A. Fabre. prix franco 4 F.

parutions récentes:

COMMANDES ET RELEMENTS A L'ORDRE DE ROYALISTE
C.C.P. 18 104 06 N Paris - les prix indiqués sont francs de port

ROYALISTE
CAHIERS TRIMESTRIELS N° 8 FEVRIER 80 10F

quelques
idées neuves
pour la
monarchie.
10f

Pierre Boutang
royaliste et philosophe

ROYALISTE (2f)

des royalistes
aujourd'hui :
qui sont-ils ?

ROYALISTE (6f)

le contrat social
de J.J Rousseau

Léon de Montesquiou

ROYALISTE (5f)



l'europe à l'heure anglaise

Après l'échec du sommet de Dublin, voici celui de Luxembourg. Ainsi, de «sommet» en «sommet» et d'échec en échec, la Communauté vole... vers la victoire finale. Il semble cependant que Mme Thatcher lui ait mis du plomb dans l'aile !

Ses partenaires ont pourtant fait assaut de galanterie envers «Maggie». Il y a eu une véritable surenchère de concessions notamment de la part de la Hollande, de l'Allemagne et de la France. La

dernière proposition consistait à geler la contribution britannique pour 1980 et 1981 à son niveau actuel (le solde -environ 7 milliards de Francs- étant réglé par les huit partenaires). Ces propositions se sont néanmoins heurtées à un «No» de la Dame de fer.

Quelles sont les raisons de cette obstination ?

— Mme Thatcher est unanimement soutenue au Parlement et dans l'opinion anglaise (seuls les libéraux émettent des réserves).

— Pour les Britanniques, le problème des prix agricoles n'est qu'accessoire. L'essentiel est la fixation du budget global par l'intermédiaire duquel ils pensent remettre en cause notamment la politique agricole commune (voir Royaliste 313).

— Mme Thatcher espère obtenir davantage : elle exige le plafonnement de la contribution britannique pendant trois ans. En outre, l'ampleur même des «aménagements» proposés l'encourage dans la voie de l'intransigeance. Il ne faut pas oublier qu'au plus fort de la discussion, M. Schmidt a envisagé l'étude d'une nouvelle réglementation financière par la Commission de Bruxelles. Ceci pourrait être la porte ouverte à tous les abandons.

— Enfin le chantage au blocage

des prix agricoles est pour l'Angleterre un atout majeur. A titre d'exemple, le 16 avril, M. Méhaignerie n'a pu inaugurer la foire forestière d'Epinal. Devant la colère paysanne, il a dû s'enfuir par une porte dérobée. Mme Thatcher, elle, n'est pas pressée d'aboutir à un accord.

D'autant qu'une solution à huit, envisagée en désespoir de cause n'est pas certaine : déjà l'Allemagne laisse entendre que le compromis sur les prix (5% d'augmentation assortis de mesures comme la suppression des montants compensatoires) a été acquis dans des conditions particulières...

De plus, de l'aveu même de M. Méhaignerie, des mesures nationales (chacun pour soi) ne peuvent être prises qu'avec l'accord des Neuf (donc de l'Angleterre) et de la Commission !

Il ne faudrait cependant pas que le blocage imposé par les Britanniques entraîne une remise en cause de la règle de l'unanimité (indispensable à la préservation de l'indépendance nationale). Pour faible qu'il soit actuellement, le danger existe. Déjà les européens traditionnels s'agitent; M. Eric Hinterman (parti social-démocrate) déclarait récemment : «Seule l'Europe intégrée ... peut ouvrir la perspective d'une union politique européenne». On croit rêver !

L'Europe est en réalité paralysée par ses propres contradictions. Hélas ce sont, pour l'heure, les paysans qui en font les frais. Pendant que leurs revenus sont bloqués, les prix (grâce au succès remarquable de la politique de M. Barre) s'envolent. Les illusions de nos agriculteurs aussi.

A. SOLARI

NATION FRANÇAISE

quand le préfet de police trouble l'ordre public

La manifestation avait été interdite la veille. A 11 h., rue Dufrenoy près de l'ambassade d'U.R.S.S., nous essayons de nous reconnaître, éventuels manifestants perdus parmi les journalistes et les policiers en civil. Partout des barrages de C.R.S. De quoi soutenir un siège. Enfin des têtes connues, Jacques Julliard et Léonid Pliouchtch. Mais où sont donc les autres, Marek Halter, Bernard-Henri Lévy, André Glucksmann ? ... La police nous interdit l'accès de l'ambassade. De guerre lasse, Pliouchtch nous fait un discours, à nous la trentaine de manifestants que doit encadrer cinq fois de plus de C.R.S. Nous nous décidons à aller vers l'ambassade d'Argentine. 300 mètres plus loin nous établissons la jonction avec nos petits copains qui donc étaient de l'autre côté de l'ambassade. Ils nous racontent leurs exploits, la brutalité des flics, l'embarquement dans les cars. Ils ont réussi à sortir du leur, (BHL, Glucksmann, Marek Halter et quelques uns) en forçant une glace. Mais Elleinstein et une quinzaine de manifestants ont été emmenés. Où ?

Nous continuons notre chemin au son du «temps des cerises» que jouent deux musiciens. En passant rue de la Pompe,

commissariat du XVIe, surprise : nos copains sont là dans leur car qu'aussitôt nous entourons. Panique des flics qui veulent se dégager. Nous nous asseyons au travers de la rue empêchant le car d'aller plus loin. Le voilà en marche arrière !... Qu'importe, nous serons plus rapides. Nous le rattrapons sur l'avenue un peu plus loin. Et les derniers manifestants sont libérés aux yeux des policiers désappointés et impuissants.

La manif (sommes-nous plus d'une centaine ?) continue. Avenue Kleber, voilà l'ambassade d'Argentine. Les nouveaux barrages ne trompent pas, mais cette fois, ils sont bien accommodants nos cerbères. Videla n'a pas besoin d'être autant ménagé que Brejnev. Déclaration des organisateurs à la radio et à la presse. «C'est le préfet de police qui a troublé aujourd'hui l'ordre public» dit B.H.L. Puis toujours au son de l'accordéon et de la trompette, c'est un petit bal de quartier qui commence devant des C.R.S. qui se dérident. Drôle de manif.

Oui à cent, c'était la protestation des droits de l'homme. La plus petite mais pas la moins grande des manif. Sinon, entre nous, pourquoi tant d'émois dans l'Etat giscardien ?

G.L.

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS



présence de de gaulle

Lorsque Pierre Boudot lança il y a maintenant plusieurs années l'idée d'un groupe de travail, puis d'un colloque sur la philosophie politique du général de Gaulle, il se heurta à beaucoup d'incompréhension.

Certains parmi les plus dignes défenseurs de l'héritage comprenaient mal comment on pourrait retrouver à travers la vie d'un homme voué à l'action les principes d'un système. Boudot tint bon malgré les obstacles, épaulé par des hommes de la nouvelle génération gaulliste qui comprenaient parfaitement son souci. Michel Cazenave, Olivier Germain-Thomas, les anciens délégués généraux de l'Institut Charles de Gaulle, relayés par Gilbert Pilleul, Philippe de Saint-Robert sentaient trop la nécessité de prolonger dans une pensée qui féconde le présent ce qui avait été l'inspiration souvent prophétique d'un homme. Sans doute y avait-il une sorte d'incompréhension de la notion de philosophie, et le mot système qu'on lui associait pouvait recouvrir la meilleure et la pire des choses. Comment est-il possible, pensaient secrètement les sceptiques de formaliser ce qui souvent était né de l'inspiration du moment, de la saisie magistrale de l'évènement et de la situation.

Justement, là résidait toute la philosophie politique du Général, qui comme toute pensée se définit par un certain regard sur le monde. Et si le général de Gaulle avait bien été le génial politique que

presque toutes les familles politiques françaises se plaisent à célébrer aujourd'hui, il fallait bien poser la question de cette saisie du monde. Les écrivains qui ont écrit sur le Général ont souvent insisté sur l'importance du bergsonisme dans le développement de sa vie d'esprit. C'est effectivement extrêmement important si l'on se souvient que Bergson a su à un moment où le déterminisme scientifique faisait la loi sensibiliser une nouvelle génération à la liberté, à la saisie intuitive des choses. Comment ce pli bergsonien n'aurait pas influencé le rapport à l'histoire qui, comme le notait Saint Robert est ce qu'il y a de plus déterminant dans une philosophie politique ? M. Yves Rey-Herme pouvait ainsi citer ce passage de Bergson qui définit parfaitement le rapport gaullien à l'histoire dans l'intuition de l'homme d'action. « *A quel signe reconnaissons-nous d'ordinaire l'homme d'action, celui qui laisse sa marque sur les événements auxquels la fortune le mêle ? N'est-ce pas à ce qu'il embrasse une succession plus ou moins longue dans une vision instantanée ? Plus grande est la portion du passé qui tient dans son présent, plus lourde est la masse qu'il pousse dans l'avenir pour presser contre les éventua-*

NATION FRANÇAISE

lités qui se préparent : son action, semblable à une flèche, se décoche avec d'autant plus de force en avant que sa représentation était plus tendue vers l'arrière. » Comment oublier que de l'aveu même de Bergson, son meilleur lecteur avait nom Péguy, et que les affinités entre le poète et Charles de Gaulle sont profondes. Il y aura toujours dans le verbe du général une inspiration pour rendre aux événements du monde et au destin français la flamme qui les éclaire au-delà de toutes les réductions technocratiques et les explications qui sont toujours inégales à l'histoire.

Dans la préparation du politique, cela est capital. Car cette vision du monde s'accorde parfaitement au tempérament de l'animal politique. Saisir dans la fluidité et la mobilité universelle le principe, comprendre face aux ruptures profondes qui changent la face du monde, où résident les nécessaires continuités de la vie, c'est la qualité majeure du politique. Or, on trouve cela chez de Gaulle doué d'une intensité remarquable que n'ont pas toujours comprise ceux que fascinait cette sorte de machiavelisme supérieur sans quoi il n'aurait pas non plus agi sur l'histoire. Cela explique à la fois la liberté souveraine d'un homme qui ne se laisse pas impressionner par les déterminismes historiques, sachant qu'il y a toujours moyen de les ordonner à des formes supérieures qui s'affirment au long des âges.

La France est cette forme supérieure et de Gaulle a appris de Michelet qu'elle ressemblait à une personne : « *La France vient du fond des âges. Elle vit. Les siècles l'appellent. Mais elle demeure elle-même au long du temps.* ». Une de ses intuitions majeures fut de voir comment la France, et le principe national en général loin d'aller vers leurs termes, verraient une nouvelle promotion dans la seconde partie du XXe siècle. Il savait trop l'histoire pour comprendre qu'il n'y avait pour remplacer la nation que l'asservissement aux empires. Mais pour que la France vive, il fallait qu'elle consente à la métamorphose du temps qui la ferait autre que la France d'après la défaite du 1970, celle de son enfance où il avait connu une certaine couleur de son culte, autre que celle de l'après 1918 où les apparences trompeuses en faisaient avec son armée la première puissance du monde. Dans l'incompréhension générale, ainsi s'est décidée la France de la rencontre avec le Tiers monde, du re-

fus des hégémonies.

On pourrait également prendre la mesure de ce regard sur le monde à travers l'évolution de la pensée gaullienne sur la société industrielle et la participation. L'homme de guerre, le technicien militaire est acquis au nouveau monde et à son efficacité mais à travers la rupture tragique du conflit universel il saisit d'une manière proche d'un Jünger ou d'un Heidegger la provocation de la technique, sa dimension mondiale, et le risque d'aliénation des hommes. Hors des camps, là encore qui réduisent les grands enjeux à des solutions simplificatrices, il se refuse à abolir faussement les contradictions. Il discerne simplement la chance des métamorphoses au delà des ruptures tragiques. Jean-



au colloque : l'amiral de Gaulle et Olivier Germain-Thomas.

Marie Domenach dit là dessus des choses décisives. De Gaulle est à travers sa pensée et son action profond penseur politique parce qu'il est l'homme du tragique, sait la dureté de l'histoire, saura se jeter en avant pour résister à la tentation du néant, tout en sachant qu'il faudra toujours recommencer.

Ce ne sont là que quelques aspects du colloque si riche tenu à Paris les 26 et 27 avril grâce à la ténacité de Gilbert Pilleul et de Pierre Boudot dont on retiendra cette formule de conclusion qui fait la synthèse de l'essentiel : « *C'est de la synthèse de tant d'éléments maîtrisés que naît l'originalité de sa philosophie politique. Elle mêle la pratique et le théorique, elle exalte les forces de liberté contre les forces de servitude. Mais elle cherche inlassablement la logique du continu à travers la rupture apparente.* »

Michel DOHIS

Pour tous renseignements s'adresser à Gilbert Pilleul, Inst. Ch. de Gaulle - 5 rue de Solferino 75007.

l'économie dépassée ?

Il y a quelques mois paraissait *L'enfer des choses*, un livre écrit par deux chercheurs Jean-Paul Dumouchel et Jean-Pierre Dupuy qui tentaient une réflexion sur l'économie moderne en utilisant les concepts clefs de la pensée de René Girard. Immédiatement, nous avons senti l'importance de l'ouvrage, rencontré ses auteurs, évoqué leurs analyses dans le numéro de *Royaliste-Cahiers-Trimestriels* (1), consacré à la société industrielle. Ailleurs, c'était un silence impressionnant, à de très rares exceptions près. Il fallait donc que *Royaliste* présente le dossier de *L'enfer des choses*. Un de ses auteurs, Jean-Paul Dumouchel, a bien voulu répondre à nos questions.

● **Royaliste** : Votre livre prend appui sur la pensée de René Girard. Pouvez-vous nous la résumer ?

Paul Dumouchel : René Girard a réfléchi sur la violence et son fonctionnement dans les sociétés humaines. Il a écrit, en 72, *La Violence et le Sacré* : la thèse fondamentale de ce livre est que le sacré est simultanément violence et protection contre la violence.

D'après Girard, la violence repose sur une caractéristique humaine qu'il appelle mimésis d'appropriation, mimésis signifiant imitation. Mais au lieu de dire simplement que nous imitons l'autre, Girard montre que nous nous imitons réciproquement, et surtout dans les comportements d'appropriation. C'est là que la mimésis est la plus subtile, la plus dangereuse et la plus riche. A partir du moment où l'on pose comme caractéristique humaine cette imitation du désir, ce fait que l'objet n'est désirable que parce que quelqu'un d'autre le désire, on comprend mieux les conflits entre hommes : chaque fois qu'une personne fait un geste vers un objet, l'autre qui est présent fera le geste contraire vers le même objet. Cette origine des conflits reste cachée aux antagonistes. Et une fois que le conflit est mis en branle il peut se propager rapidement, jusqu'à englober la société tout entière.

Le processus par lequel la violence englobe toute la société s'appelle crise sacrificielle. Cette crise va se terminer par un dernier meurtre, qui va mettre fin à tous les autres meurtres. En effet, au fur et à mesure de l'évolution du conflit, il y a « escalade de la violence » ; les rivaux deviennent des doubles, ils finissent par se res-

sembler de plus en plus. Ce qui, à l'origine, semblait être le motif du conflit finit par disparaître dans le conflit : on est devenu le même que l'autre. Et peu importe qui gagne : c'est toujours la violence qui a gagné. Au terme de ce processus, un seul homme n'importe qui va devenir le dépositaire de la violence de tout le monde, la victime sur laquelle on assouvit d'un seul coup toute sa violence. Cette dernière victime, va être tuée, et la paix qui suit sa mise à mort va faire passer la victime pour sacrée. Une fois que la société s'est débarrassée du coupable apparent, il y a réconciliation : la victime, « cause » de la violence, devient divine parce qu'elle passe pour capable de manipuler la violence, capable de ramener la paix, d'engendrer la violence.

La thèse fondamentale de Girard est donc que la divinité n'est que projection de la violence, et que les hommes n'adorent jamais que la violence. La violence c'est le sacré. Mais une fois que la crise est résolue, les hommes vont s'efforcer d'empêcher le retour de la violence. Aussi vont-ils interdire tous les gestes qui étaient à l'origine de la crise et, simultanément, rendre obligatoires tous les gestes qui ont amené le dénouement de la crise. D'où les interdits, qui ont lieu toujours, et le rituel qui n'a lieu qu'à des moments précis. Le religieux apparaît donc comme un ensemble de prescriptions qui empêchent le surgissement de la violence, et qui d'autre part permettent que la société se purifie de sa violence à travers le rituel : pensez aux sacrifices humains, ou d'animaux.

Il faut enfin souligner que, pour Girard, le christianisme

échappe à cette logique : lui seul révèle que toute société repose sur la violence, et appelle à renoncer à cette violence. Le Christ remet aux hommes leur entière responsabilité dans la violence. Elle ne nous est pas imposée par Dieu comme punition de nos péchés : notre violence, c'est nous. Mais cette interprétation girardienne du christianisme est ambiguë et elle reste teintée de triomphalisme. Jean-Pierre Dupuy dans la première partie de *L'enfer des choses* a très bien montré les limites et les dangers d'un royaume de l'amour dans la liberté.

● **Royaliste** : Mais quel rapport y a-t-il entre René Girard et votre réflexion sur l'économie ?

René Dumouchel : Je me suis posé une question : si Girard a raison, les sociétés modernes constituent, pour sa théorie, un énorme problème. Pourquoi ? Parce que ces sociétés se construisent dans le refus de tous les interdits religieux. Si le religieux a pour fonction première de protéger la société contre sa propre violence, comment une société qui évacue la religion peut-elle exister ?

La réponse que je propose est celle-ci : l'économie joue dans le monde moderne un rôle équivalent à celui du sacré dans les sociétés traditionnelles. Dans notre société, l'économie est à la fois violence et protection contre la violence, exactement comme le sacré dans les sociétés primitives. Pour le comprendre, il faut analyser le concept de rareté, qui occupe une place essentielle dans la science économique. Contrairement à ce que l'on dit, la rareté n'est pas « naturelle », elle résulte des relations entre les hommes, et non du rapport de l'homme à la nature.

Je ne nie pas l'existence de pénurie. Mais je constate que, dans notre société, on pense presque toujours la violence par rapport à la rareté. La théorie libérale, le marxisme et les discours courants prétendent que les causes de la violence proviennent du manque. C'est même une idée morale, puisqu'on juge la valeur des violences selon qu'elles proviennent des gens qui sont dans la nécessité ou des gens qui n'y sont pas. De plus, toute la tradition libérale dit que l'économie est lutte contre la rareté et lutte contre la violence. D'où une double valeur de la rareté dans cette tradition : la rareté apparaît à la fois comme le fondement de l'économie (c'est parce que les biens sont rares qu'ils sont économiques) et comme la cause

« Le concept de rareté, né dans les sociétés d'abondance, sert à l'explication quotidienne de la violence. »



de la violence.

● **Royaliste** : Vous soutenez donc que la rareté n'existe pas dans les sociétés traditionnelles ?

Paul Dumouchel : A partir des travaux de l'ethnologue Marschall Sahlins on peut montrer que dans les sociétés traditionnelles, les liens de solidarité sont tellement forts qu'il est impossible d'y construire le concept de rareté, en tant qu'ensemble de biens insuffisants à satisfaire les besoins de tous. Les ethnologues qui ont analysé l'économie des sociétés traditionnelles ont montré que dans ces sociétés nul n'est en danger de mourir de faim si tous ne le sont. Cela ne signifie par que les périodes de famine sont inexistantes. Mais dans ces sociétés, l'ensemble des biens disponibles est suffisant pour tous, alors qu'aujourd'hui on considère que cet ensemble de biens est toujours insuffisant. Le concept de rareté n'apparaît donc que dans les sociétés modernes, et sert à l'explication quotidienne de la violence. L'idée de croissance est d'ailleurs liée à ce concept de rareté : les économistes disent que l'éventail des besoins est lié au niveau de production. Mais comme les biens sont rares, on produit plus, et les besoins s'accroissent. Comme, d'autre part, on sait que c'est parce que les gens ont des besoins toujours plus grands qu'on produit plus... Il n'y a pas de raison que cette logique s'arrête. La contrainte de la rareté reste identique quel que soit le niveau de la production.



● **Royaliste** : Mais comment la rareté est-elle à la fois violence et protection contre la violence ?

Paul Dumouchel : La rareté résulte essentiellement de la rupture des liens traditionnels de solidarité. A une certaine époque, il y a eu destruction volontaire de ces liens comme le montre l'exemple des enclosures en Angleterre : on a enclos en propriétés privées les champs communaux, auxquels tout le monde avait droit jusqu'alors. C'était l'endroit où les pauvres pouvaient construire leur maison, où tout le monde pouvait faire paître les bêtes, couper du bois, pêcher, chasser. La disparition des champs communs a entraîné la destruction de la racine de la communauté, et des liens de solidarité que les champs communs faisaient exister. Par exemple, les enclosures ont entraîné la rareté de la terre, alors que la quantité de terre n'avait pas changé. La rareté naissant de cette rupture dans la solidarité a évidemment provoqué la violence.

Ainsi, la rareté a été construite socialement. Cela signifie que la violence de l'économie est vraie. Mais pas au sens moral ou ontologique du mot : ce n'est pas quelque chose d'indépassable. La rareté n'est pas la « parcimonie de la nature », c'est un certain type de rapports que les hommes entretiennent entre eux. La rareté est quelque chose de réel, mais on peut espérer la déconstruire par

des moyens politiques. Plutôt que de penser que tout se joue dans le rapport de l'homme à la nature, il faut considérer que tout se joue dans les rapports que les hommes entretiennent entre eux.

Pourquoi cette rareté est-elle aussi protection contre la violence ? Dans les sociétés traditionnelles, la violence circule le long des liens de solidarité une fois que le conflit est mis en branle : si le membre d'un groupe est attaqué

Paul Dumouchel et Jean-Pierre Dupuy - *L'enfer des choses* - Ed. du Seuil. Prix franco 56 F.

René Girard :
- *La violence et le sacré* - prix franco 58 F.
- *Critique dans un souterrain* - prix franco 47 F.
- *Mensonge romantique et vérité romanesque* - prix fco. 24 F.
- *Des choses cachées depuis la fondation du monde* - prix franco 98 F.

par un membre d'un autre groupe les solidarités créent deux groupes homogènes de combattants. Si les liens de solidarité sont coupés et que deux personnes s'affrontent, il n'y aura jamais que cet affrontement entre deux personnes puisque les liens de solidarité ne jouent plus. D'où cette protection contre la violence. Dans la société moderne, il y a un couple fascination-indifférence. Chacun recherche son propre avantage dans l'indifférence de et à l'autre. Et les violences les plus graves naissent de cette indifférence.

● **Royaliste** : Où se situe le profit, dans votre analyse ?

Paul Dumouchel : Les liens de solidarité sont à double face : un lien de solidarité est identiquement un interdit. L'obligation de subvenir aux besoins de celui auquel on est lié est la même chose que l'interdit de vendre des biens de subsistance. Plus les biens sont essentiels, plus il est interdit de les vendre. Ainsi la loi coranique interdit la vente de l'eau. De même, l'interdit de tuer est identiquement l'obligation de venger, l'obligation de ne pas laisser dans le besoin est aussi celle de soutenir celui qui est attaqué. Les liens traditionnels empêchent donc la violence, mais de façon statique. A partir du moment où il y a transgression, ils deviennent les fils conducteurs par lesquels la violence circule.

Pour qu'existe le modèle de la rareté, il faut que le refus d'obéir à une obligation de solidarité ne soit pas la transgression d'un interdit. A partir du moment où existe cet espace minimum, on peut laisser les autres crever. On ne leur veut pas particulièrement du mal, mais on est intéressé par ailleurs. Le profit c'est cela : être intéressé par ailleurs.

● **Royaliste** : La société libérale peut-elle s'effondrer d'elle-même ?

Paul Dumouchel : Ce qui lie cette société, c'est la lutte contre les besoins qui ont été produits par la transformation des rapports entre les hommes. D'où les sciences sociales. Dans les sociétés traditionnelles, il y a identité de l'action et du sens. Aujourd'hui, le sens des actions est autre que leur sens premier ou évident. Les actions ont des conséquences lointaines qui font problème. Il y a des gens qui se penchent sur ces problèmes - les sociologues -, qui vont dire le bien et le mal, et qui vont créer une science morale. D'où toute une série de raisonnements impeccables, mais qui ne tiennent que dans un cadre donné. Ainsi, après les enclosures, on a fait des lois pour les pauvres. Puis on a remarqué que donner de l'argent aux pauvres revenait à encourager la paresse, donc à réduire la production et à créer plus de pauvres. Ce raisonnement ne tient que dans certaines conditions sociales; il s'agit donc de penser la transformation de ces conditions. Car ce mécanisme ne se cassera pas de lui-même. Ce qui apparaît aujourd'hui comme des déterminismes sociaux n'est que la somme de nos propres démissions. La machine sociale est auto-régulatrice, mais elle est humaine, et n'est faite que

de nos propres violences.

● **Royaliste** : révoquant l'économisme, votre réflexion tend donc à restaurer ou à instaurer le politique ...

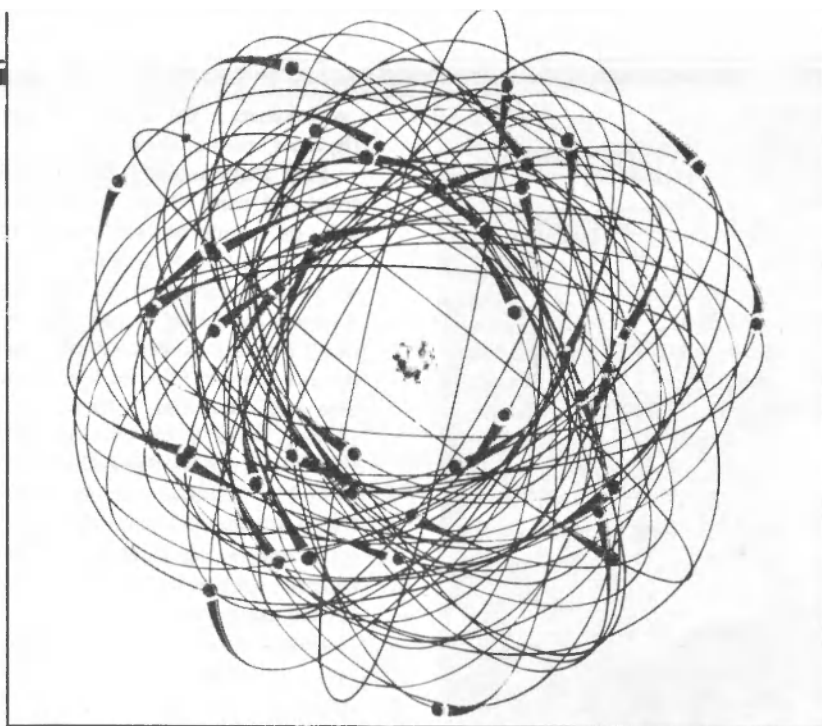
Paul Dumouchel : Dans les sociétés primitives ou traditionnelles, les liens de solidarité sont tels qu'il n'y a pas de distance. Ce sont des sociétés où nul n'est extérieur. Et cette absence de distance est à la fois protection contre la violence et moteur de la violence quand celle-ci apparaît. Cette absence est aussi absence de critique possible des liens de solidarité et entraîne l'impossibilité du développement, de l'innovation. Au contraire, dans les sociétés modernes, il y a extériorité de tous les sociétaires à tous les sociétaires. La violence y devient invisible. Ce qu'il faudrait essayer de penser, c'est un juste milieu entre une distance trop grande et une distance trop courte. Il y a une société politique quand cette distance est à peu près bonne.

Mais le rêve de l'économie est que le gouvernement des hommes s'abolisse dans l'administration des choses. Il n'y a pas de lieu pour le politique : il apparaît comme un parasite irrationnel qui vient se greffer sur l'administration des choses. Le rêve de l'économie est que tout devienne rationnel. Au contraire, le rêve du sacré est de conserver une société sans temps, et où tous les rapports entre personnes sont déjà donnés, réglés par le cadre culturel.

Ces deux rêves sont deux façons de résoudre le problème de la violence sans la parole. Le sacré dit que si on suit les règles, il n'y a pas de problème. L'économisme dit que si on administre les choses, il n'y a pas de problème. Dès lors tout conflit devient une maladie. Mais il y a toujours, dans ces deux attitudes, l'idée de résoudre les problèmes sans la parole, donc par la violence. Une société politique est au contraire une société où les gens parlent, où les conflits apparaissent en public. Mais il faut qu'il y ait une distance suffisante pour que le conflit ne se généralise pas à toute la société - car si les liens de solidarité sont trop forts on retombe dans la crise sacrificielle. Il faut aussi que cette distance ne soit pas trop grande pour qu'on puisse voir le conflit. Il faut que d'autres sanctionnent le règlement du conflit. Et s'abandonner à la parole, c'est s'abandonner au jugement des autres.

(1) Ce numéro est épuisé. Abonnement à *Royaliste-Cahiers-Trimestriels* : 35 F, soutien 50 F. CCP Royaliste 18 104 06 N Paris.

le complexe atomique



Dans «Le complexe atomique» Bertrand Goldschmidt fait à la fois l'historique de l'aventure nucléaire et rappelle son caractère crucial pour l'indépendance nationale.

Notre propos n'est pas -c'est impossible dans cette courte note- le problème du risque écologique et policier que ferait courir le nucléaire. Il nous faudra y revenir et longuement.

En revanche nous voudrions insister sur le fait que chaque progrès fait par la France en matière atomique a été à la fois un point gagné pour notre indépendance et un dur combat contre les Etats-Unis.

Ces derniers se sont refusés, entraînant dans leur refus la Grande-Bretagne, à communiquer tout renseignement sérieux permettant à la France de se doter de l'arme atomique. Lorsqu'elle y est parvenue sous de Gaulle (mais le processus avait été lancé par Mendès-France en 1954) Kennedy a fait l'impossible pour que les armes nucléaires britanniques et françaises soient vassalisées à l'OTAN dominé par les Etats-Unis sous couvert d'une force multilatérale (dans le sein de laquelle quinze décideurs auraient eu à se mettre d'accord avant d'appuyer sur le bouton). De Gaulle riposta en quittant l'OTAN.

Même phénomène en ce qui concerne le nucléaire civil. Les Etats-Unis obtiennent le contrôle de l'emploi à des fins pacifiques de l'uranium enrichi et du plutonium par les pays qui en achètent. Mais l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, créée en 56 n'est pas compétente pour contrôler les pays producteurs d'uranium ou ceux qui ont l'arme atomique. Merci pour les Etats-Unis !

Durant les années soixante les Etats-Unis n'ayant pu empêcher la naissance en Europe et notamment en France et en Grande-Bre-

tagne de centrales nucléaires fonctionnant à l'uranium naturel et selon la filière graphite-gaz cherchent à couler la dite filière au prix de pressions politiques -réussies dans le cas de la France- et en mettant en 1971 l'embargo sur la vente d'uranium naturel venant de l'étranger sur le territoire américain. D'où un formidable marasme entre 1970 et 1974 du marché de l'uranium naturel et un triomphe de la filière américaine uranium enrichi et eau pressurisée ou bouillante : les pays qui achètent ces centrales ont le droit d'introduire aux Etats-Unis de l'uranium naturel qui enrichi sous licence américaine est ensuite restitué aux pays d'origine.

Mais du coup les Américains négligent le surgénérateur fonctionnant au plutonium retraité. La France, elle, la crise de l'énergie aidant, s'y intéresse. Et à l'heure actuelle, elle a acquis une avance technologique considérable sur les Etats-Unis en la matière. Il y a parfois une justice immanente en politique !

Arnaud FABRE

Bertrand Goldschmidt -Le complexe atomique- Ed. Fayard - prix franco 78 F.

Sur les questions posées par le nucléaire on pourra lire parmi les articles les plus récents ceux parus dans Royaliste 299 -interview de L. Taccœn (EDF); 300 -interview de Pierre Samuel (Amis de la terre); 306 -revue de presse sur les trafics d'uranium et article sur les missiles de croisière; courrier des lecteurs dans les numéros 301, 302, 307 et 310. Chaque numéro : 4 F franco. Et, le Lys Rouge : «Pourquoi le nucléaire ?» (numéro 5), «débat sur l'énergie» (numéro 7) et «réponse sur le nucléaire» (numéro 8 à paraître) : 8 F franco chaque.

plogoff mon amour

Que le nucléaire ne devienne pas une nouvelle guerre de religion, souhaitait Philippe de Saint Robert. A Plogoff, l'Etat a voulu la guerre tout court. Par leurs récits et par leurs photos, des journalistes de Bretagne en apportent le témoignage.

Troupes d'hommes casqués, bouclier au bras, matraque ou fusil à la main. Grenades. Barricades. Cris et chants. Blessés. Prisonniers qu'on emmène. C'est ainsi qu'un Etat fait la guerre à ceux qu'il devrait servir et protéger. Une guerre sans morts, heureusement. Mais une guerre tout de même, dont l'objectif est de conquérir un village -le temps, ironie des mots, d'une «enquête d'utilité publique», de soumettre ses habitants, d'imposer, au mépris de toute liberté et de toute justice, un «droit» qui est celui du plus fort.

C'est ce qu'on appelle, dans la France de 1980, la «démocratie». Une démocratie que M. Giscard d'Estaing souhaitait «paisible» et libérale, allant même jusqu'à pro-

mettre que les centrales nucléaires ne seraient «pas imposées aux populations qui les refusent». Ce président-là devrait regarder les photos de Noël Guirec et de Paul Billeux. Mais Plogoff est si loin, et compte si peu d'électeurs. Et puis, l'actualité ne viendra-t-elle pas enfouir cette révolte, comme tant d'autres ?

Mais Plogoff ne tombera pas dans l'oubli. La révolte de ses habitants a été exemplaire, symbolique. Il serait trop facile d'y dénoncer le refus du progrès, la peur ordinaire de l'avenir. C'est vrai que le nucléaire fait peur, et pas seulement aux hommes et aux femmes du Cap Sizun. Mais, plus profond que cette réaction instinctive, il y a, tout simplement, la volonté de vivre. Et vivre, ce n'est pas gagner un quart d'heure pour aller à Quimper par la future route à quatre voies. Cela, les gens de Plogoff n'en ont, littéralement, «rien à foutre». Mais il leur paraît essentiel, en revanche, de vivre à leur rythme, dans leur communauté, dans leur paysage. N'allons pas dire qu'il y a là quelque chose de rétrograde : c'est le présent qui leur importe et le futur proche qu'ils ne veulent pas voir anéanti. Et les barbares, les «envahisseurs» comme ils disent, sont ceux qui veulent répandre partout l'uniformité grise, couper les racines, semer l'oubli, enfermer l'avenir dans un cadre imposé. Donc faire mourir un pays et ceux qui y vivent.

C'est dire que le combat de Plogoff est un combat pour l'homme, loin de toute manœuvre politicienne -la bande des quatre était d'ailleurs hostile à cette révolte ou bien embarrassée- et loin de toute agitation groupusculaire. Ses héros sont des gens tranquilles qui n'ont sans doute jamais «fait de politique», mais que la politique de la violence et du mépris a rendu révolutionnaires. Une révolution -ou du moins son esquisse- faite en chantant des cantiques, le Bro Goz Ma Zadou, le chant des Partisans et la Marseillaise.

B. LA RICHARDAIS

Plogoff la Révolte -Edition le Signor B.P. 23 - 29115 Le Guilvinec.



Etrange Régis Debray. L'ancien prisonnier de Camiri poursuit sa route, on ne peut dire imperturbablement, car lui aussi a connu la dureté de l'histoire et les métamorphoses intérieures. Du moins, avec une fidélité obstinée à ce qu'il croit être la nécessité, celle qu'inscrit la raison dans la trame du temps. En quoi il continue une tradition que l'on dit des lumières et qui paraît étouffante à beaucoup. Mais est-ce vraiment une bonne querelle de s'en prendre à la raison ? Le plus acharné des «irrationalistes» serait condamné à se taire s'il allait jusqu'au bout de son refus : la raison investit le langage de part en part. La seule question ce sont les limites. Et savoir comment on peut aller au delà sans péril. Il est vrai que la noblesse revendiquée par Régis Debray se soutient au travail et à la patience du concept et qu'il y a honneur à en assumer toute la rigueur. D'où ce beau livre *le scribe* qui constitue non seulement un essai de généalogie de l'intellectuel mais aussi une remise en cause assez impitoyable de lui-même.

L'intellectuel jugé par lui-même au seul crible de la raison, est-ce vraiment nouveau ? Régis Debray nous en convainc assez aisément. Tout l'effort d'un Gramsci a tenu à tenter l'histoire des intellectuels organiques. Celui d'un Maurras dans *L'Avenir de l'intelligence* à esquisser la condition de l'Intelligence et ses retournements (l'Intelligence telle que l'on en parlait à Saint-Petersbourg). Régis Debray en voulant faire un essai généalogique est singulièrement plus ambitieux. Il entend marquer d'une rigueur qui exclut tout flottement, le rôle exact des intellectuels dans la genèse du politique. Plus précisément, il veut montrer qu'il n'y a pas de politique sans l'intellectuel qui est référence à ce sacré lui-même lien de la cité : «*Quelle société humaine, primitive ou écrivaine, froide ou chaude, a pu jamais passer outre à la nécessité de se référer à une transcendance (dynastique, théologique, totémique, ou juridique) ? Qu'elle soit mytho-, théo- ou idéo-, c'est la présence en amont d'une «logie» qui constitue un pouvoir comme proprement politique. En matière de gouvernement des hommes, la «méthode d'immanence» tourne court (les gouvernements qui se réclament d'une doctrine matérialiste n'étant pas les derniers à devoir l'outrepasser). Puisque aucun formation sociale -y compris une éventuelle société communiste achevée (à la supposer réalisable) - n'est concevable sans que ses membres entretiennent un rapport imaginaire à leur conditions réelles d'existence; et puisque ce rapport suscite l'institution légale et matérielle d'instances spécialisées, il y aura toujours nécessité d'idéologues -corps sacerdotal ou clergé laïc.*» J'ai voulu citer longuement, car gloser aurait affaibli ce qui est dit presque définitivement. Régis Debray est un écrivain amoureux et serviteur de sa langue française. Et la vérité «structurale» de sa démonstration est strictement irrécusable. L'exemple des sociétés modernes communistes est particulièrement frappant. La place de l'idéologie, donc le rôle des «verbocrates», y sont prédominants jusqu'à être écrasants. La société soviétique en particulier ne survit que par l'inflation du verbe qui d'ailleurs ne susciterait plus aucune croyance dans sa forme classique de langue de bois si les verbocrates n'y associaient subtilement des



par
Gérard
Leclerc

le scribe

mots pétris d'une sacralité spécifiquement russe.

Vérité structurale, ai-je dit. La vérité ontologique semble assez indifférente à l'auteur du *scribe* qui comme les modernes s'attache à comprendre comment ça fonctionne. L'ontologie serait même une illusion dont les intellectuels se serviraient avec un art consommé. De là quelques approximations ou jongleries dont un auteur a du mal à ne pas émoustiller son lecteur : «*Si Dieu existait pour de bon, aucune totalité sociale ne pourrait physiquement subsister... Que le Dieu catholique se manifeste et le pape démissionne. Toute l'Eglise s'écroule, par ricochet, du haut en bas...*» Cela n'enlève rien à la force des grandes lignes de la démonstration. En particulier : plus une société se laïcise, plus la sacralité politique se densifie, et plus le totalitarisme idéologique s'affirme. La «science» ne fera rien contre la mystification, car à vouloir s'organiser scientifiquement, les constructeurs de l'âge positif (Comte, Saint-Simon et consorts) seront condamnés à «*faire de la science une religion (donc une antiscience); des savants, des pontifes (et donc des imposteurs); des labos, des sanctuaires (peu productifs).*»

GARE A L'ANTI-INTELLECTUALISME

Ce rôle d'une transcendance ou d'un sacré indissociables du politique, Régis Debray montre assez bien que c'est pour l'avoir ignoré que Marx était condamné à être trahi par les siens. Mais cette ignorance était purement et simplement celle du politique auquel notre généalogiste est bien décidé à se vouer désormais. Intellectuel totalement investi de sa charge, il ne se dérobera pas à l'appel de l'Etat de droit qu'il défendra comme la prune de ses yeux, car hors de lui pas de salut. Belle occasion encore pour son rationalisme de manifester sa vertu.

Autant, en effet, le rôle nécessairement imparti à «l'intelligence» dans la cité peut lui donner tous les droits et même les pires, autant un certain dénigrement de l'intelligence par une partie des siens peut contribuer à un péril égal. Sur ce point, Régis Debray a bien lu toute une tradition sorelienne qui inspira une part non négligeable du syndicalisme révolutionnaire et produisit des remous à l'aile gauche de la pre-

mière Action française. Edouard Berth, en particulier, illustre une violente polémique contre l'intellectuel qui concentre en lui toutes les maladies du temps : dévalorisation de l'instinct et de la force, perte du mythe qui seul est moteur de l'histoire. Un révolutionnarisme conservateur, voire un fascisme peuvent se greffer là-dessus avec efficacité et il peut y avoir aujourd'hui dérive semblable d'un gauchisme spontanéiste comme cela s'est produit plusieurs fois dans le siècle.

Peut-être, Régis Debray est-il victime dans ces analyses toujours brillantes d'un trop grand esprit de système. Il semble ainsi tout uniment ranger Maurras aux côtés de Sorel et de Berth, en ignorant toutes les préventions qui le dressaient contre eux coupables, à l'entendre, de bergsonisme et confusionnisme. Proudhon, c'est le père chaos, écrit-il malgré tous les mérites que par ailleurs il lui reconnaissait. Il est curieux que Debray ne reconnaisse dans l'Action française de Maurras ou de Bainville la continuité d'Auguste Comte, Taine et Renan, en paraissant la rallier toute entière à la bannière de Barrès. Pourtant, il semble avoir lu *L'Avenir de l'Intelligence*. Moins sans doute que *Les Princes des nuées*. Néanmoins on retiendra le danger, pas toujours perçu aujourd'hui du langage du mythe et du sentiment. A ce propos Régis Debray est peut-être un des rares maurrassiens de notre aujourd'hui, maurrassien jusqu'à l'étroitesse précisément dénoncée par Barrès chez des disciples traités de «durs petits esprits»). Cet anti-intellectualisme peut d'ailleurs, au nom du culte des forces obscures et des mythes héroïques se vouer au révolutionnarisme de gauche. Les derniers mots d'Edouard Berth sont pour la révolution d'octobre dont il salue le caractère antirationaliste et héroïque.

Debray a aussi en commun avec Maurras l'Etat et l'ensemble des médiations politiques dont la tradition anarchosindicaliste comme le gauchisme moderne font souvent bon marché. En revanche Debray dépasse utilement Maurras sur la fonction politique des intellectuels, ce dernier ayant analysé les rapports entre politique et intelligence en termes de rivalité et de concurrence pures, sans imaginer leur nécessaire association dans la genèse de l'Etat.

Malgré tout, et c'est encore un compliment, le *scribe* suscite plus de questions qu'il n'apporte d'éclairage. Lucide contre ses propres tentations (les nuées, le faux ciel de l'idéalisme, à l'inverse l'autodénigrement et les illusions de l'irrationnel), il se montre redoutable comme analyste. Mais au terme, est-il possible de recomposer ? Pour quelles fins ? Les mêmes mythes caressés par les lumières : progrès et science ? Mais Debray affirme bien haut qu'il ne sombrera pas dans les ridicules religieux du positivisme ? Alors, quoi ? Au terme du *scribe*, il reste l'impensé de Régis Debray. C'est à dire ce qui le fait, vivre, courir, écrire, protester, polémiquer. Au delà de la Raison, nous dira-t-il ses secrètes raisons.

Gérard LECLERC

Régis Debray -*Le scribe*- Ed Grasset. Prix franco 67 F.

Ch. Maurras -*L'avenir de l'intelligence*- brochure : 11 F franco.

ezra pound

Qui connaît Ezra Pound ? La brillante conférence donnée, il y a quelques mois, par Ghislain Sartoris fut, pour de nombreux auditeurs des «mercredis de la NAR» une découverte du poète américain. Aujourd'hui, la publication d'*Au cœur du travail poétique* en donne une approche nouvelle.

La liturgie, selon l'exposition, étymologique, est un service public. La parole est notre condition commune, et toujours selon le vouloir et arbitre de telle communauté; les paroles des hommes sont leur bien commun si les hommes se sont efforcés, dans l'amitié et le souci, de bien parler.

Le soin que l'homme applique à ses paroles, paroles données, léguées par les morts, le souci que l'homme a de sa langue le conduit à une rigueur et perfection, à une parole qui mérite d'être fixée et transmise, à la liturgie : paroles capables d'indiquer le souverain bien.

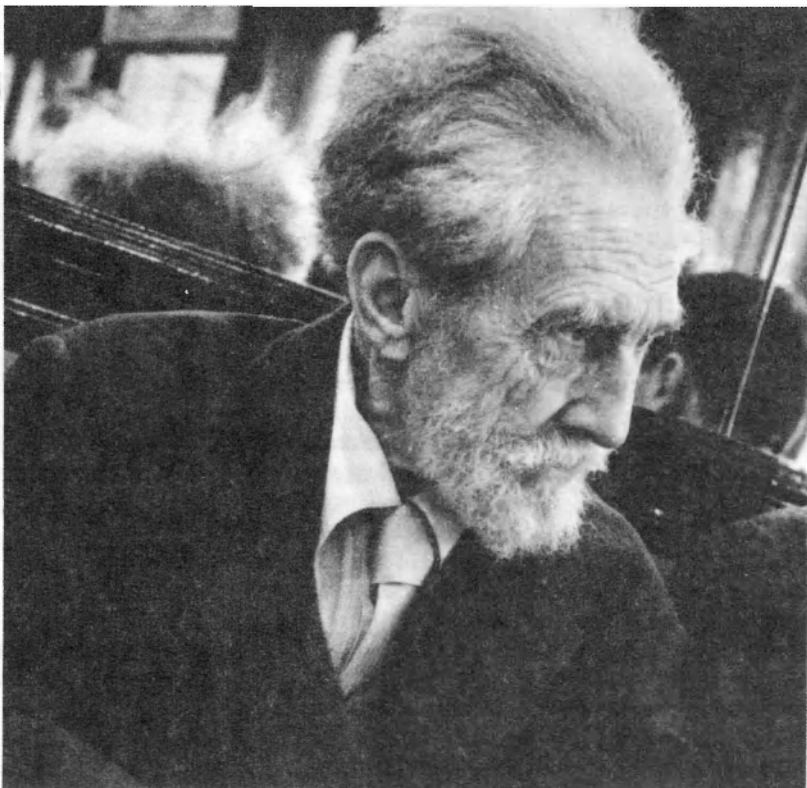
Je tente de montrer là l'ambition du poète, «quelque peu d'assurance qu'ait un auteur qu'il entretiendra un jour la postérité, il doit toujours se la proposer autant qu'il est possible, et essayer de faire les choses pour son usage», écrivit La Fontaine.

Un auteur est sacré lorsque ses paroles s'adressent à Dieu, et tout homme peut l'être. Une personne qui aime, choisit soigneusement ses propos, honore ainsi qui elle aime. Un homme soucieux de sa langue maternelle honore son père et sa mère, qui par leurs soins lui ont offert la langue de la communauté; il honore son peuple, et son roi.

De la liturgie sacrée à la parole civile, à la parole utile, un même ordre est présent. Ordre donné et en même temps ordre à trouver, à fonder. Ainsi tout homme peut et doit «mettre ses idées en ordre» comme le dit Ezra Pound, ce n'est possible qu'en gardant l'appropriation des noms, qu'en sauvant la droiture et rectitude du langage de la «diversité et confusion»; l'homme qui met ses idées en ordre sous des noms appropriés «écrit son poème».

Le poème ainsi conçu rassemble «la vie d'un homme», c'est une mémoire qui voyage, vers l'ordre et le salut. Pound a beaucoup écrit contre l'usure, il ne pensait pas seulement à l'économie politique, ni seulement à la politique, il pensait à la personne qui «n'a nul site où fonder» en nos années d'usure, il pensait à la patrie (il est américain), à la Patrie spirituelle, puisque la vraie cause de l'usure c'est l'avarice (cf. psaume 118), et qu'il lisait ordinairement Erigène, Richard de Saint-Victor, saint Hilaire, saint Anselme, et la Bible.

Ezra Pound est l'auteur d'un long poème en 117 chants, parfois médiocres, parfois magnifiques (quand il s'approche du psaume), poème sans titre qui pourrait s'intituler «le voyage d'Ezra», ou «Visions d'Ezra», etc., poème



d'une fabuleuse mémoire qui sait que «tout ne peut pas être en une seule langue», chants parcourus de citations grecques et latines, chinoises, italiennes, provençales et françaises (médiévales et modernes), etc, etc.

L'on a traduit en français seulement des passages de ce poème, avec tant de pesanteur et si peu d'amitié que même les fautes typographiques sont traduites (quelques traductions trop rares sont à excepter).

L'honorable traduction que l'on nous propose aujourd'hui est un recueil d'articles. S'ils sont divers, plusieurs directions les unissent : la tentative de mettre de l'ordre dans les lettres, c'est à dire d'établir une tradition raisonnée, l'affirmation d'une nécessité politique d'un ordre dans le langage, d'une protection de la production

littéraire d'une nation (Pound a payé de sa poche pour que T.S. Eliot et James Joyce -entre autres- puissent écrire...), enfin la recherche d'une définition du métier d'écrivain.

Est-il clair pour tout homme soucieux du bien commun, est-il clair pour les «spécialistes», pour les professeurs de littérature, «que les écrivains qui falsifient ce qu'ils enregistrent pêchent contre le bien-être de l'esprit de la nation?»

C'est la paresse mentale qui porte à nier que la littérature d'une nation touche à la vie et à la mort des personnes, à leur pain quotidien, à leur souffrance, à leur bonheur.

Ghislain SARTORIS

Ezra Pound -*Au cœur du travail poétique*- traduction de François Sauzay. Ed de l'Herne. Prix franco 91 F.

en Alsace

photographies Daniel Boudinet / texte René Ehni



éditions Bueb & Reumaux

*Un nouvel éditeur nous propose en images sur un texte de René Ehni une découverte de l'Alsace qui défie le «cliché» sans renier la poésie.

Daniel Boudinet est parti en éclaircieur avec son appareil magique et nous livre des photos noir et blanc, très peu contrastées, simplement champêtres avec juste un brin d'onirisme pour certaines, de réalisme pour quelques autres. A part deux ou trois vues d'usines et de leur fumée, ce ne sont que des prés, des bois, des maisons de vieux villages, des enfants jouant dans les fougères. Toutes ne retiennent pas l'attention, mais toutes valent la peine d'être vues.

Mais si ces photos nous font rêver sagement à une campagne paisible, il faut lire le texte de René Ehni qui les introduit pour être transporté dans une Alsace mythologique où le vieux village d'Eschentzwiller revit avec son église, son cimetière et son fossoyeur «aussi bien disant que dans Hamlet», son bistrot «où l'on boit bien plus souvent une parole d'église que dedans l'église». René Ehni nous entraîne dans les légendes germaniques où les dieux Odin, Asha et les vierges folles et sages se métamorphosent en Christ et Marie. D. Boudinet a photographié -c'est l'une des plus jolies photos- une statue de la vierge posée sur l'herbe, suivie d'un ange porteur d'un chandelier; ses yeux sont levés vers le ciel

«Marie sur terre fait carrière d'éveilleuse. Elle est avec délice la part céleste sur terre. Marie est la beauté de Dieu» commente René Ehni. Religieux ce texte, avec beaucoup de lyrisme et de fantaisie. Il fait sonner à nos oreilles le parler alsacien, fait vibrer «la musique de Dieu» de ces villageois et l'unique cloche de l'église en est l'écho : «qu'entends-je en regardant la photo ? J'entend sonner l'Angelus», nous dit-il et c'est toute la poésie d'une province de France.

G.L.

En Alsace - photographies D. Boudinet - texte R. Ehni. Editions Bueb et Reumaux - Prix franco 90 F.

ACTION ROYALISTE

● **RÉGION RHONE-ALPES.** 28 et 29 juin : Grands feux de la Saint-Jean.

C'est dans un petit hameau blotti dans les montagnes du Haut Vivarais que nous vous convions à fêter les feux de la Saint-Jean qui retrouveront leurs coutumes ancestrales mais seront aussi, nous l'espérons, l'expression de votre imagination.

Fête d'abord : les feux de Clavas (35 kms au Sud de St Etienne) seront l'occasion pour les royalistes de témoigner de leurs espérances autrement que par des discours ou des forums.

Lieux de rencontres et d'échanges spontanés, Clavas 80) doit être le défi (un de plus !) des royalistes aux fêtes-marketing qui fleurissent un peu partout dans les partis politiques.

Rendez-vous les 28 et 29 juin à Clavas. Conditions et renseignements en écrivant à Mme Gousseau B.P. 134 - 42012 St Etienne Cedex.

P.S. Le logement est prévu sur place pour un prix modique, vous pourrez donc y venir en famille.

~

● **LE HAVRE** - Dîner-débat avec Gérard Leclerc le vendredi 30 mai à 20 h., sur le thème « Des royalistes aujourd'hui : pourquoi ? ». Le dîner aura lieu au restaurant « Les trois chardons », 22 rue de Paris, au Havre. Participation aux frais 50 F (chômeurs et étudiants: 40F) Inscription en écrivant à NAF B.P. 857 - 76010 Rouen Cedex.

● **FOUGERES** - Réunion d'information avec Bertrand Renouvin le mercredi 28 mai à 17 h.30. La réunion aura lieu salle du Beffroi à Fougères. Tous nos lecteurs et sympathisants de la région sont invités à prendre contact avec nous à cette occasion.

● **HERAULT** - Fête de Jeanne d'Arc à Pomerols. Nous vous rappelons que notre ami Abel Pomarède organise, comme tous les ans, une fête de Jeanne d'Arc à Pomerols, le 18 mai. Programme : 11 h. messe à Pomerols (carte Michelin numéro 83, pli 16), à 12 h. apéritif fraternel au Café des sports de Pomerols, à 13 h. banquet « Chez Léonce » à Florensac. Abel nous annonce la participation de Pierre Boutang et de Gustave Thibon.

Participation aux frais 65 F. inscription en écrivant à Abel Pomarède - 34810 Pomerols.

● **PARIS** - Tous les mercredis à 20 h, dans les locaux du journal, conférence-débat ouverte à tous. Pour ceux qui désirent continuer les discussions après 22 h. un buffet froid est servi (participation aux frais : 10 F).

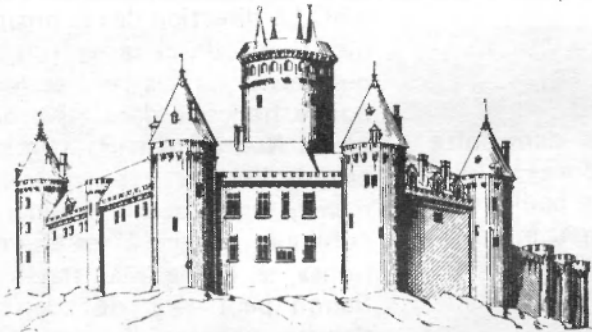
LYS ROUGE

Le numéro 7 du Lys Rouge est paru.

Abonnement au Lys Rouge : 30 F (un an 4 numéros), chaque numéro 8 F franco. Tout versement à l'ordre de Royaliste.

14 et 15 juin: fête de coucy-le-chateau

LA FEDERATION DE PARIS ORGANISE LE TRANSPORT, EN CAR, EN VOITURES. INSCRIVEZ-VOUS : PRIX 37 F aller/retour.



Amis de la région parisienne, les 14 et 15 juin, ce sera pour nous plus qu'un «week-end à la campagne», nous vous le promettons. Sans être tout à fait un «voyage surprise» à la Prévert, nous vous préparons de la gaieté, du dépaysement et des découvertes ... Pour l'instant, comment imaginons-nous cela ?

Samedi vers 15 heures : départ du car et des voitures. Vite fuyons Paris. Première halte : visite de Senlis (nous vous en dirons plus bientôt). Plus tard dans l'après midi : halte au château de Pierrefonds, le chef d'œuvre de Viollet-Le Duc («dans le cadre de l'année du patrimoine»), puis sous la conduite de Jacques Baudeau nous découvrirons bien sur la route de Coucy, quelque champs d'une bataille dont l'Histoire n'a peut-être pas assez gardé la trace, et pourtant tout à fait capitale, quelque fouille mérovingienne, quelque sanctuaire modeste mais d'une beauté fulgurante, nous verrons, vous dis-je.

Après cette joyeuse excursion, nous arriverons -au soleil couchant- devant les remparts du château de Coucy, et c'est à pied qu'il nous faudra traverser la vaste esplanade pour rejoindre le donjon effondré (1). Encore quelques détours parmi des ruines romantiques et les militants des fédérations organisatrices nous accueilleront autour d'un feu de camp dans une cour à ciel ouvert qui fut autrefois la «salle des preux».

Et là, d'une poterne dissimulée, s'échapperont les premiers accords de musique. Guidés par la musique, éclairés par les candélabres, nous découvrirons alors, d'escaliers en escaliers, que sous les décombres de l'énorme château-fort subsistent d'immenses salles voûtées. Dans l'une d'elles aura lieu la «fête médiévale» du samedi soir. Le bar sera bien entendu animé par nos amis lillois.

Et tard dans la nuit, fatigués d'avoir ri, chanté, dansé et peut-être trop bu, la plupart d'entre nous restera pour dormir sur place dans de vastes pièces, prosaïquement éclairées à l'électricité, qui seront autant de dortoirs. Pendant que d'autres continueront des palabres secrètes dans quelque repaire dissimulé, dans une tour imprenable... mais gare aux oubliettes !

Nous serons réveillés par le tintamarre des casseroles et le chant des fourneaux. Il faudra bien vite nous débarbouiller pour découvrir le château en plein jour, avant les forums. Selon le temps, les tables du banquet seront dressées en plein air ou dans les anciens celliers.

Nous revoilà en terrain connu : banquet dans la tradition d'Argentolles, allocution, toast, etc. Ce n'est pas si souvent que de telles occasions se présentent. Alors nous vous attendons tous.

F.A.

(1) Dans le prochain numéro de Royaliste, l'histoire de Coucy par François Sallé.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (55 F), un an (95 F), de soutien (200 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

EDITORIAL

Qui peut nier, aujourd'hui, la gravité du malaise français ? Le Président de la République l'a lui-même ressenti puisqu'il a choisi de consacrer une heure de télévision à l'analyse de la situation économique et sociale. Sans d'ailleurs apporter aucune réponse sérieuse aux questions posées par les journalistes sur l'aggravation de l'inflation et du chômage. Les bonnes paroles prononcées le 5 mai n'effaceront pas les conséquences néfastes d'une politique qui tente de masquer ses échecs répétés par un extraordinaire mépris des hommes et des faits.

Mépris des hommes. Il tombe, durement, cyniquement, des hauteurs gouvernementales et patronales sur tous ceux qui osent exprimer leurs inquiétudes ou manifester leur colère. Mépris des nettoyeurs du métro, esclaves modernes à qui l'on refuse pendant des semaines une modeste augmentation de salaire et le droit à de meilleures conditions de travail. Mépris des ouvrières et des ouvriers du Joint français, victimes de l'augmentation infernale des cadences et d'une baisse de leurs salaires : aux débrayages, à la grève, le patronat a répondu par la mise à pied avec demande de licenciement des principaux délégués syndicaux. Mépris des travailleurs du bâtiment d'Angers, brutalement chargés par les C.R.S. parce qu'ils avaient organisé un piquet devant la Préfecture.

Face à la division des syndicats, face au découragement de tous ceux qui espéraient en l'union de la gauche, le gouvernement et le patronat se sentent assez forts pour pratiquer une répression sans fard et pour refuser le dialogue, sauf lorsqu'ils y sont littéralement acculés, comme l'autre jour M. Méhaignerie à Epinal, bien forcé de parler aux manifestants paysans qui l'avaient physiquement «coincé».

LA MATRAQUE ...

Mépris, aussi, des enseignants et des étudiants. Quand les premiers font grève pour défendre la qualité de leur métier, M. Barre n'y voit qu'un «alibi pour refuser l'effort». Et face aux étudiants insurgés contre la circulaire Bonnet et le décret Imbert qui tendent à limiter le nombre d'étudiants étrangers en France, Alice Saunier-Seïté se contente de déclarer que «les universités françaises recueillent le trop plein du tiers-monde», l'administration menace d'invalidier les diplômes et le Pouvoir envoie sa police sur les campus, où elle opère avec sa brutalité habituelle. Pourtant, il ne s'agit pas d'une «agitation révolutionnaire» organisée par des «auteurs de troubles professionnels», mais d'un simple réflexe de



par
bertrand
renouvin

le désordre établi

justice et de solidarité. Mais, dans notre «démocratie paisible et avancée», tous ceux qui crient doivent être baillonnés, tous ceux qui bougent doivent être matraqués. Ceux et celles qui manifestaient, le 1er mai, en faveur des droits de l'homme, en savent quelque chose ...

Ces mouvements de grève et ces manifestations en disent long sur les colères et les aspirations de Français victimes d'une crise que le gouvernement ne sait pas ou ne veut pas maîtriser. Aussi a-t-il choisi, après les explications et les promesses, de s'en tenir à un mépris hautain des faits. Les tendances économiques sont en effet trop évidentes pour qu'il puisse entretenir l'illusion d'un renversement prochain de la conjoncture.

Les prix augmentent à un rythme toujours plus rapide : si les mauvais résultats des trois premiers mois de l'année se renouvellent, le taux d'inflation sera, pour 1980, de 18%. Et que l'on ne vienne pas nous dire, une fois de plus que le prix du pétrole est responsable de tous nos malheurs : les statisticiens de l'INSEE ont montré que la hausse du pétrole n'avait représenté, en 1979, que 0,8% du taux d'inflation (11,8% au total). En réalité, l'accélération de l'inflation est due à la politique de libération des prix, qui a incité les industriels à multiplier leurs prix par deux (automobiles, motos), par trois (engrais, matières plastiques) voire même par cinq dans le cas du papier.

Comme les prix augmentent plus vite que les rémunérations, on a constaté, en 1979, une baisse du pouvoir d'achat des

ouvriers et des fonctionnaires. D'où le ralentissement de la consommation, constaté depuis plusieurs mois dans le textile, et plus récemment dans l'automobile. D'où des retraits massifs dans les caisses d'épargne (le solde positif est tombé de 2,6 milliards en mars 1979 à 617 millions un an plus tard), parce que les Français cherchent à préserver leur niveau de vie. Comme le chômage s'aggrave (1,8% de plus en mars), comme le commerce extérieur est en déficit, le dossier que le gouvernement doit plaider est particulièrement difficile.

... ET LES MENSONGES

Aussi a-t-il choisi de ne plus regarder la réalité en face : non seulement le gouvernement joue, comme d'habitude, sur les différentes données du chômage, mais le Premier ministre s'acharne à nier l'évidence de la baisse du pouvoir d'achat et attaque brutalement l'INSEE lorsque les chiffres qu'il publie sont trop désagréables. La direction de cet organisme a même décidé de censurer une étude trop pessimiste sur les perspectives de l'économie française dans les prochaines années ! Non content d'être mentir aux Français, le Premier ministre se ment à lui-même, tandis que le Président de la République renonce à ses chères «explications», se borne à constater ce que l'inflation peut avoir de «désespérant» et s'abrite derrière l'argument fallacieux du prix du pétrole.

Au «laisser-faire» économique correspond, sur le plan social, une volonté bien arrêtée de conserver l'ordre des choses. Le récent débat sur la participation a été, à cet égard, exemplaire : relancée à grand fracas par Giscard, la grande idée du général de Gaulle a été soigneusement vidée de son contenu puisque la distribution d'actions restera facultative et que les ouvriers et les employés ne seront pas représentés dans les conseils d'administration. Le patronat, qui a fait vigoureusement pression sur le ministère du Travail et sur certains députés peut-être satisfait. Et les Français sont une fois de plus floués, et tenu pour des imbéciles à qui l'on peut tout faire avaler.

Pourquoi se gêner ? Partis de gauche et syndicats sont trop occupés par leurs rivalités et leurs conflits internes pour organiser une riposte décisive. Les révoltes demeurent locales, les colères trop éphémères, les mouvements de contestation trop marginaux. Cynisme et brutalité d'un côté, résignation de l'autre. Cette situation semble devoir durer longtemps encore. A moins qu'une étincelle, un jour ...

Bertrand RENOUVIN